



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/1990/7/Add.14
7 janvier 1993

Original : FRANCAIS

Session de fond de 1993

MISE EN APPLICATION DU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS
ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Deuxièmes rapports périodiques présentés conformément
à la résolution 1988 (LX) du Conseil, par les Etats
parties au Pacte, au sujet des droits visés
aux articles 13 à 15

Additif

ROUMANIE */

[7 janvier 1993]

Introduction

Le présent rapport traite de l'application des articles 13 à 15 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Il constitue le deuxième rapport périodique portant sur les droits qui font l'objet des articles précités, que la Roumanie présente conformément au programme établi par le Conseil économique et social dans ses résolutions 1988 (LX) et 1988/4, ainsi que dans sa décision 1985/132.

*/ Le rapport initial présenté par le Gouvernement de la Roumanie au sujet des droits visés aux articles 13 à 15 du Pacte (E/1982/3/Add.13) a été examiné par le Groupe de travail de session d'experts gouvernementaux à sa session de 1982 (voir E/1982/WG.1/SR.17 et 18).

GE.93-16019 (F)

Le rapport est rédigé en respectant les "Directives générales révisées concernant la forme et le contenu des rapports que les Etats parties doivent présenter conformément aux articles 16 et 17 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels" (E/C.12/1991/1), établies par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

Les informations contenues dans ce rapport doivent être complétées avec celles incluses dans le document de base concernant la Roumanie, élaboré conformément à la résolution 45/85 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 14 décembre 1990, et aux "Directives unifiées relatives à la première partie des rapports des Etats Membres" (HRI/CORE/1/Add.13).

Article 13

Introduction

1. Le système basé sur l'idéologie dogmatisée du marxisme-léninisme a été invalidé par l'histoire dans tous les pays du centre et de l'est de l'Europe. A présent, ces pays reviennent à l'économie de marché et à des régimes démocratiques pluralistes. C'est pourquoi il est absolument nécessaire de revoir et de réformer l'institution scolaire.

2. Il est connu que la Roumanie a vécu l'une des formes les plus exacerbées du totalitarisme, du dogmatisme idéologique et du culte de la personnalité. Tout l'enseignement a été subordonné à l'objectif de la formation d'une conscience aussi homogène et aussi étroite que possible, moulée à l'idéologie et à la politique du parti communiste. Il est évident, dans ces conditions, que la réforme du système d'enseignement en Roumanie est non seulement nécessaire, mais extrêmement urgente.

3. Dès les premières semaines écoulées après la Révolution de décembre 1989, certaines mesures ont été prises pour corriger la situation léguée par l'ancien régime. Tout d'abord, on a éliminé les objets d'enseignement et les sujets spécifiques à l'idéologie communiste. Dans l'activité scolaire et universitaire, on a de nouveau introduit la liberté d'opinion et de jugement, l'esprit d'objectivité et les critères de valeur. On a créé, également, de nouvelles spécialisations qui n'existaient pas antérieurement : l'écologie, les relations économiques internationales, le management et les sciences administratives; on a réintroduit la psychologie et la sociologie.

4. A partir de l'année scolaire 1992/93, on a introduit dans le réseau scolaire de nouvelles disciplines et activités d'éducation civique et morale en corrélation directe avec les conventions internationale sur les droits et les libertés de l'homme. Au cours des deux premières années de la période de transition, plusieurs projets de loi sur l'enseignement ont été rédigés. Ils ont été soumis au débat public, et à présent ils sont examinés par la commission spécialisée du Parlement. Pendant cette période, l'enseignement s'est déroulé sur la base de décisions annuelles du gouvernement. Ces décisions ont été renouvelées lors de chaque année scolaire, en fonction des nouvelles conditions, des évolutions et des nécessités.

Organisation de l'enseignement

5. L'article 32 de la Constitution roumaine (1991) prévoit :

"1) Le droit à l'instruction est assuré par l'enseignement général obligatoire, par l'enseignement secondaire et par l'enseignement professionnel, par l'enseignement supérieur, ainsi que par d'autres formes d'instruction et de perfectionnement.

2) L'enseignement de tous les degrés est dispensé en roumain. Dans les conditions de la loi, l'enseignement peut être aussi dispensé dans une langue de circulation internationale.

3) Le droit des personnes appartenant aux minorités nationales d'apprendre leur langue maternelle et le droit de pouvoir être instruites dans cette langue sont garantis; les modalités de l'exercice de ces droits sont déterminées par la loi.

4) L'enseignement public est gratuit, conformément à la loi.

5) Les institutions d'enseignement, y compris les institutions privées, se forment et exercent leur activité dans les conditions de la loi.

6) L'autonomie universitaire est garantie.

7) L'Etat assure la liberté de l'enseignement religieux en accord avec les nécessités spécifiques de chaque culte. Dans les écoles publiques, l'enseignement religieux est organisé et garanti par la loi."

Structure du système d'enseignement roumain

6. La structure du système de l'enseignement roumain est ainsi conçue :

- Jardins d'enfants (de 3 à 6/7 ans)
- Enseignement de base (8 ans) (primaire et gymnasial) :
 - lycée (4/5 ans)
 - formation professionnelle (3/4 ans)
 - enseignement complémentaire (2 ans)
- Ecoles techniques pour les contremaîtres
- Ecoles postlycéales (3 ans)
- Collèges (universités à temps court) (3 ans)
- Universités (entre 4 et 7 ans) - Enseignement post-universitaire
- Doctorats.

7. L'enseignement préscolaire est destiné aux enfants âgés de 3 à 6 (7) ans. Il se déroule dans les écoles maternelles à programme normal, à programme prolongé, à programme hebdomadaire, ou dans les écoles d'enfants qui accueillent les enfants à handicap sensoriel ou intellectuel. Les écoles respectives sont organisées à partir d'un groupe qui compte en moyenne 25 enfants. A chaque groupe d'enfants correspond une éducatrice qui possède l'instruction adéquate pour ce travail. Pour ce qui est des enfants orphelins, sans tuteurs, ou ceux issus des familles désorganisées, il y a des maisons d'enfants préscolaires.

8. L'enseignement primaire est gratuit et dure quatre années, des classes I à IV. Il est organisé exclusivement en tant qu'enseignement de jour. Vu l'âge des élèves, il se déroule, en règle générale, le matin. L'âge des élèves inscrits dans la première classe est de 6 à 7 ans accomplis au jour de la rentrée. Les cours primaires peuvent se dérouler dans des écoles ayant uniquement les classes I à IV, dans des écoles ayant les classes I à VIII, ou bien au lycée (ayant des classes I à XII), en fonction du nombre de la population scolaire, de son degré de dispersion et des locaux disponibles.

9. La dynamique des fluctuations scolaires et l'évolution démographique des dernières années sont en rapport direct avec la structure des effectifs des écoles primaires. Pour faire face à ces fluctuations et pour éviter les inégalités zonales et régionales, on prévoit que les classes primaires comprennent 30 élèves en moyenne. La limite maximale est de 40 et la minimale de 10 élèves. Dans les localités rurales isolées, on admet la création des classes I à IV simultanées. Il y a pourtant une condition : qu'il y ait au moins quatre élèves de l'âge de ces classes et que la même classe comprenne tous les élèves du même âge de la localité.

10. L'enseignement primaire est assuré par des instituteurs (maîtres d'école), à l'exception des langues étrangères qui sont enseignées par des professeurs spécialisés. Pour assurer le rapport éducateurs/élèves le plus convenable, on prévoit un nombre variable d'instituteurs par rapport au nombre des élèves de la classe : un instituteur pour 4 à 20 élèves, et deux instituteurs pour 21 à 40 élèves.

11. L'enseignement secondaire au gymnase est gratuit et organisé en tant que cycle d'enseignement secondaire inférieur, pour les classes V à VIII. Les groupes d'élèves comportent le même nombre que pour le niveau primaire, c'est-à-dire 30 élèves en moyenne, avec des fluctuations admises entre 10 et 36 élèves pour une classe.

12. Hormis quelques différenciations découlant des matières à option, des possibilités d'instruction spéciales sont prévues pour les enfants doués d'aptitudes particulières. Pour ces élèves, on organise des écoles avec les classes I à VIII à programme spécial d'instruction : musique, arts plastiques, chorégraphie. On organise aussi des écoles à programme d'instruction spéciale

en éducation physique et sport (en fonction des différentes branches sportives). Conformément à leurs objectifs particuliers, ces programmes spéciaux pour les enfants doués s'organisent soit individuellement, soit par petits groupes, soit dans des classes dont le nombre d'élèves ne dépasse pas 25 à 30.

13. Pour les enfants à handicap sensoriel et mental, il y a des écoles spéciales aux classes I à VIII, organisées par le Ministère de l'enseignement et le Secrétariat d'Etat pour les handicapés. Les classes de ces écoles comprennent en moyenne 10 élèves, les fluctuations admises étant de 8 à 12 élèves.

14. Une autre catégorie d'enfants qui ont besoin d'un traitement éducatif spécial est formée par les orphelins, par ceux qui n'ont pas de soutien légal ou issus des familles désorganisées. A leur intention, il y a les maisons des enfants-écoliers, où l'on assure aussi une instruction adéquate.

15. L'enseignement au lycée est organisé en tant que cycle secondaire supérieur. Il est également gratuit et a une double finalité : l'instruction pour la vie active - pour ceux qui restent à ce niveau d'enseignement - et l'instruction pour la poursuite des études dans une forme d'éducation postlycée ou dans l'enseignement supérieur. Par conséquent, ses structures sont très diversifiées et flexibles. Les programmes d'enseignement essaient d'harmoniser les deux grands buts proposés.

16. A ce niveau d'enseignement, les unités scolaires sont beaucoup plus diverses : lycées, écoles normales et séminaires théologiques. Elles comprennent les classes I à XII ou bien IX à XIII, cours du jour ou bien cours du soir.

17. Il y a les types de lycées suivants : lycées théoriques; lycées industriels; lycées agricoles; lycées sylvicoles; lycées sanitaires avec les classes X à XIII (en cours de liquidation, pour être remplacés par des écoles postlycéales de spécialité); lycées d'études économiques (administratifs et de services); lycées d'informatique; lycées de métrologie; écoles normales; lycées d'art; lycées d'éducation physique et de sport; lycées militaires; séminaires théologiques.

18. Les lycées théoriques se constituent dans une assez grande partie de l'ensemble de l'enseignement secondaire. Ils sont organisés pour les classes IX à XII (enseignement du jour) ou bien pour les classes I à XIII (enseignement du soir). Il y a deux profils : scientifique et humaniste. Les écoles normales sont organisées pour les classes IX à XIII.

19. En général, les classes du lycée comprennent 30 élèves, les fluctuations admises : entre 18 et 36 élèves. Aux lycées d'art et au programme d'éducation physique et de sport, les classes comprennent entre 25 et 30 élèves.

20. L'admission en neuvième (première année du lycée) se fait par voie de concours. La fin des études (les classes XII pour l'enseignement du jour et XIII pour l'enseignement du soir) se fait par examen de baccalauréat.

Le diplôme de baccalauréat confère le droit d'inscription à l'examen d'admission à l'enseignement supérieur et l'enseignement postlycée. Ceux qui veulent commencer la vie active peuvent exercer une profession au niveau des études moyennes.

21. L'enseignement professionnel se réalise dans des écoles professionnelles à une durée de trois à quatre années (enseignement de jour). Ces écoles sont organisées par le Ministère de l'enseignement par le truchement des inspectorats scolaires, ainsi que par des ministères et des départements de profil, par le truchement des organes locaux, ou bien par les mairies des localités. Ces écoles fonctionnent en tant qu'unités proprement dites, ou bien parallèlement aux lycées, des écoles techniques de contremaîtres et des écoles postlycée de spécialité, sous la forme de groupes scolaires à direction unique.

22. En dehors de l'instruction pour un certain métier, les écoles professionnelles assurent aussi une instruction de culture générale équivalant aux deux premières années de lycée (les classes IX à X). Le nombre des élèves dans les classes de ces écoles est le même que dans les lycées : en moyenne 30 élèves, avec une fluctuation entre 18 et 36 élèves pour une classe. L'admission dans ces écoles se fait par voie de concours. Il faut avoir fini l'école secondaire au gymnase pour s'y présenter. La nomenclature de spécialités pour lesquelles les élèves des écoles professionnelles sont instruits est établie par le Ministère de l'enseignement et par le Ministère du travail et de la protection sociale. A la fin des études professionnelles, les élèves passent un examen de fin d'études et ils reçoivent un diplôme de qualification dans un certain métier.

23. L'enseignement technique de contremaîtres se déroule dans des écoles techniques et a une durée de une année et demie à deux années (cours du jour) ou bien deux à trois années (cours du soir). Ces écoles sont organisées par les ministères intéressés et par d'autres organismes centraux. Les profils et les curriculum de cette forme d'enseignement sont établis selon les besoins des unités économiques. Après un examen de fin d'études, on obtient un diplôme qui confère le droit de professer dans la spécialité choisie, selon les curriculum établis par le Ministère de l'enseignement et le Ministère du travail et de la protection sociale.

24. Une autre forme d'enseignement professionnel est l'enseignement postlycéal de spécialité, qui se réalise dans des écoles postlycéales. Celles-ci sont organisées par le Ministère de l'enseignement, suite à la proposition des ministères, des départements économiques et d'autres organismes centraux. Les élèves sont instruits pour une profession de niveau technique, économique, socioculturel et sanitaire moyen.

25. Enfin, il faut mentionner que, pour les enfants à handicap mental, moteur ou mental-moteur, le Ministère de l'enseignement et le Secrétariat d'Etat pour les handicapés organisent des foyers-écoles. Pour les élèves à handicap auditif, visuel, mental, moteur ou mental-moteur, on organise aussi des écoles professionnelles spéciales de rééducation, ainsi que des cours de qualification et de requalification pour les invalides.

26. Selon les finalités, l'enseignement supérieur de Roumanie est organisé en deux cycles :

27. L'enseignement supérieur de courte durée (les collèges) assure l'instruction des futurs spécialistes pour l'exécution, l'exploitation et/ou la direction (management) des cadres intermédiaires entre les ouvriers et les ingénieurs. C'est une instruction supérieure à l'instruction assurée par les écoles professionnelles, par les lycées ou par les écoles de qualification (postlycée), mais inférieure aux études avancées, propres à l'exercice des professions de haute qualification : ingénieurs, médecins, économistes et professeurs. Les collèges sont organisés dans les instituts supérieurs existants ou dans d'autres unités scolaires, à condition qu'elles appartiennent à l'enseignement supérieur. Les études durent entre deux et trois années aux cours du jour.

28. L'enseignement supérieur de longue durée prépare des spécialistes à haute qualification pour tous les domaines d'activité. Il se déroule dans des universités, écoles polytechniques, instituts et académies. Il dure de quatre à sept années, selon le profil. Il y a des cours du jour, du soir et par correspondance. Il y a aussi des écoles postuniversitaires dont les cours durent de une à deux années, cours du jour et par correspondance. Le doctorat est une autre forme de spécialisation universitaire. Toutes les formes de l'enseignement supérieur d'Etat sont gratuites en Roumanie.

29. Pendant la période de l'ancien régime, la structure du réseau scolaire a été profondément altérée, parce qu'on a exacerbé le rôle et l'importance des écoles à profil technique et industriel et parce qu'on a réduit et même supprimé d'autres profils et disciplines; la configuration des projets et des programmes scolaires a été profondément altérée aussi parce que la composante politique et idéologique et l'uniformisation des contenus informationnels étaient devenues obligatoires. Les programmes qui se proposaient d'éliminer l'analphabétisme primaire et qui étaient, bien sûr, convenables, ont ouvert les portes à une éducation secondaire de niveau médiocre et, partant, à une crise de compétence, tandis que la motivation professionnelle et l'efficacité du travail diminuaient. Ces aspects, qui se sont accentués au fil des années, ont donné naissance à des mentalités égalitaires et à de fausses aspirations. Celles-ci deviennent, à présent, des difficultés qui devront être surmontées par la réforme de l'enseignement en Roumanie.

30. Les objectifs fondamentaux de celle-ci sont :

a) Réaliser un nouveau schéma du réseau des unités d'enseignement ayant pour but la reconsidération du rôle formatif des différents profils (écoles et facultés);

b) Réviser et restructurer les plans, les programmes et les manuels scolaires, pour les mettre d'accord avec les standards psychopédagogiques contemporains;

c) Moderniser le système de formation et de perfectionnement des enseignants; élaborer un instrument pour évaluer aussi bien leur qualité professionnelle et de comportement que l'efficacité de chaque profil et de chaque type d'école, pour réaliser les objectifs éducatifs spécifiques;

d) Reconsidérer le rapport entre la composante information, instrument, applicabilité et résolution et les différents objets d'enseignement d'un côté, et réaliser ainsi un développement équilibré et harmonieux de la personnalité de l'élève, de l'autre côté;

e) Réaliser une communication affective entre les niveaux intrinsèques au système de l'enseignement, aussi bien horizontalement que verticalement; assurer une flexibilité adéquate aux programmes et aux structures en vue de la formation professionnelle;

f) Réaliser une démocratisation authentique et viable du système de l'éducation, pour assurer effectivement l'égalité des chances, pour éliminer toute discrimination d'ordre ethnique, social et religieux, pour consolider les relations professeur-élève, école-famille, administration-personnel salarié et administration-syndicats;

g) Perfectionner les modalités d'orientation et de sélection scolaires et professionnelles par la création d'un réseau adéquat de centres psychopédagogiques spécialisés; habituer les enseignants à connaître et à évaluer psychologiquement les élèves;

h) Perfectionner le système d'examen et d'évaluation des élèves et des étudiants, au commencement et à la fin des principaux cycles d'instruction et de formation professionnelle; augmenter ainsi la valeur de pronostic des épreuves d'examen adaptées à l'activité ultérieure du candidat;

i) Repenser les plans d'enseignement du point de vue des trois critères psychopédagogiques essentiels : le profil et la finalité instrumentale et professionnelle de l'école; le contenu et la fonction formative des différents objets d'étude; les particularités et les légitimités du développement psychophysiologique de la personnalité à travers les différents âges et en face de circonstances sociales et culturelles différentes;

j) Réaliser une décentralisation raisonnable du point de vue des responsabilités et prérogatives, pour organiser, coordonner et financer l'enseignement, établir de nouveaux rapports entre les représentants de niveau local et central;

k) Préparer, dans un laps de temps aussi court que possible - par des cours intensifs et avec l'assistance des centres internationaux spécialisés - des managers scolaires compétents qui puissent assurer une amélioration de l'administration et de la gestion des fonds et des moyens consacrés à l'enseignement.

31. Une loi de l'enseignement devra consacrer et motiver juridiquement les principales options et directions de la réforme, qui contribuent à organiser et développer le processus d'instruction et d'éducation.

Données statistiques sur la population scolaire

32. Les données statistiques sur la population scolaire sont les suivantes :

- Population de la Roumanie : 23,3 millions (selon le recensement de janvier 1992);
- Population scolaire (1990-1991) : 5 036 379, c'est-à-dire 21,6 % de la population totale; 1991-1992 : 4 774 836, c'est-à-dire 21 % de la population totale;
- Nombre d'enfants aux écoles maternelles (1991-1992) : 742 066;
- Nombre d'écoles maternelles (1991-1992) : 12 595; le rapport entre enfants et éducatrices est de 20 à 1;
- Ecoles primaires et gymnases : nombre d'élèves dans les classes I-IV et classes I-VIII (1991-1992) : 2 608 914;
- Nombre d'écoles : classes I-IV : 6 137; classes I-VIII : 7 710 (1991-1992);
- Nombre de maîtres d'école : 56 938; et nombre de professeurs dans l'enseignement préuniversitaire : 156 149 (1991-1992);
- Nombre de lycéens : 778 420 (1991-1992); nombre d'élèves dans l'enseignement professionnel et de contremaîtres : 395 037 (1991-1992);
- Nombre de lycées (1991-1992) : 1 209;
- Nombre des professeurs de lycée (1991-1992) : 55 013;
- Nombre d'élèves à l'enseignement postlycéal (1991-1992) : 35 173;
- Nombre d'étudiants : 153 000 (1989-1990); 170 000 (1990-1991); 215 226 (1991-1992); 256 295 (1992-1993);
- Professeurs de l'enseignement supérieur : 11 900 (1989-1990); 14 000 (1990-1991) et 17 615 (1991-1992);
- Rapport entre étudiants et professeurs : 14 à 1 (1989-1990) et 12 à 1 (1991-1992);
- Nombre des boursiers à tous les niveaux de l'enseignement : 280 991 (1990-1991).

(La situation statistique de l'enseignement pour les minorités nationales est présentée en annexe au présent rapport.)

- Nombre des enfants dans les jardins d'enfants, des élèves et des étudiants d'après le sexe (1991-1992) :
 - enseignement préscolaire : 375 000 (M) et 366 000 (F);
 - enseignement de base : 1 351 782 (M) et 1 287 497 (F);
 - lycée : 335 734 (M) et 442 686 (F);
 - enseignement professionnel : 197 465 (M) et 75 312 (F);
 - université : 116 194 (M) et 99 032 (F)
- Structure du personnel enseignant, dans l'enseignement préuniversitaire (1991-1992) :
 - éducateurs : 14,6 %
 - maîtres d'école : 22,8 %
 - professeurs : 62,6 %.

Pourcentage du budget national consacré à l'éducation (1992)

33. Le pourcentage du budget national consacré à l'éducation se décompose ainsi :

- Dépenses socio-culturelles : 33,4 %
 - Défalcation des dépenses socio-culturelles :
 - culture et art : 1,5 %
 - allocations pour les enfants : 22,9 %
 - assistance sociale : 0,6 %
 - enseignement : 38,5 %
 - santé : 31,9 %
 - autres dépenses : 4,7 %
 - Dépenses pour l'enseignement :
 - écoles maternelles : 7,7 %
 - enseignement de base : 40,5 %
 - lycées : 22,8 %
 - universités : 10,5 %
 - orphelinats : 11,2 %
 - autres institutions : 7,2 %

Ecoles construites en 1990 et 1991 : 35.

Total des investissements (1992-1993) : environ 3,5 mld.lei utilisés pour 171 objectifs (écoles, cités, foyers, etc.).

Egalité d'accès aux différents niveaux d'enseignement

34. L'Etat roumain accorde des bourses pour les enfants désavantagés, pour les enfants des héros de la Révolution de 1989, ainsi que des bourses de mérite, des bourses pour les enfants qui n'ont pas d'école dans leur localité et pour les élèves qui font la navette; des programmes de compensation pour des cahiers et des fournitures; des facilités dans des camps de repos pour les enfants et pour les élèves exceptionnels, etc.; une allocation de nourriture est accordée pour les élèves et les étudiants dans les foyers d'étudiants et d'élèves, pour les jeunes déficients et pour ceux des centres de (re)cyclage des déficients et des invalides; en ce qui concerne les enfants handicapés, il faut souligner l'importante disposition de la loi 53/1992, concernant la protection spéciale des handicapés : on prévoit également l'enseignement à domicile; conformément à la Constitution de la Roumanie et aux réglementations en vigueur, on assure aux enfants des minorités nationales des conditions pour l'instruction générale dans leur langue maternelle, tout comme pour les enfants roumains.

35. Dans les localités où il y a des habitants qui appartiennent aux minorités nationales, il y a aussi des écoles maternelles, des écoles primaires et des gymnases, des lycées, des écoles normales, ou des classes, des groupes, des sections où l'on enseigne dans la langue maternelle des minorités nationales (voir l'annexe au présent rapport).

36. La décision du Gouvernement roumain No 461 du 30 juin 1991 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'enseignement en Roumanie pour l'année scolaire/universitaire 1991-1992 contient des dispositions à l'égard de l'enseignement dans la langue maternelle des personnes appartenant aux minorités. Selon cette décision, les citoyens roumains ont droit à l'enseignement sans tenir compte de leur origine sociale, de leur sexe, de leur appartenance ethnique, politique ou religieuse et sans aucune restriction qui pourrait constituer le non-respect des droits fondamentaux de l'homme. La décision prévoit un enseignement à tous les niveaux en roumain. La décision prévoit que les enfants et les élèves appartenant aux minorités nationales jouissent des mêmes conditions que celles existant pour ceux de nationalité roumaine (formation générale dans leur langue maternelle).

37. A cet effet, dans les localités où vivent des personnes appartenant aux minorités nationales peuvent fonctionner des écoles maternelles, des écoles primaires et des gymnases, des lycées, des écoles pédagogiques, des classes, groupes ou sections qui ont comme langue d'enseignement leur langue maternelle. Les inspectorats scolaires établissent, par rapport aux sollicitations existantes et à la densité de la population minoritaire de la zone, les institutions scolaires, les groupes, les classes ou les sections bénéficiaires.

38. Afin de pouvoir participer d'une façon active à la vie économique, sociale, politique et culturelle roumaine, les jeunes appartenant aux minorités nationales doivent connaître la langue roumaine, étant assurées les conditions nécessaires à cette fin. La langue et la littérature roumaines constituent une épreuve obligatoire à l'examen de baccalauréat. De même, l'histoire et la géographie de la Roumanie sont enseignées en roumain. Les jeunes appartenant aux minorités nationales peuvent opter pour l'enseignement en roumain. Ils ont la possibilité d'apprendre leur langue maternelle pendant les années d'étude. Les candidats à l'université appartenant aux minorités nationales peuvent soutenir les épreuves dans leur langue maternelle, dans le cadre des concours et examens d'admission dans l'enseignement à tous les niveaux, pour les disciplines étudiées dans leur langue. Par conséquent, à part l'enseignement organisé en roumain, il y a des formes d'instruction dans la langue maternelle des différentes minorités nationales : hongroise, allemande, serbe, ukrainienne.

39. L'enseignement en hongrois, par exemple, est organisé dans le cadre de 2 428 unités et sections d'enseignement maternel, primaire, secondaire et lycéal, professionnel et postlycéal, représentant 8,5 % du total des unités d'enseignement de Roumanie. Par rapport à la situation existant avant décembre 1989, le chiffre des unités et sections appartenant à l'enseignement en hongrois a augmenté de presque 280 unités (2 428 par rapport à 2 145). Si pour l'année scolaire 1989-1990 il y avait 107 sections lycéales en hongrois, leur nombre a augmenté à 135, dont 33 unités où l'enseignement se fait seulement en hongrois, pour l'année scolaire 1991-1992. Pour l'année 1991-1992, il y a sept lycées pédagogiques qui préparent des enseignants pour les écoles maternelles et primaires en hongrois, par rapport à deux en 1989.

40. Les étudiants d'origine hongroise étudient dans leur langue maternelle à l'Institut de médecine et de pharmacie et à l'Institut de théâtre "Szentgyorgy István", les deux se trouvant à Tîrgu-Mureş, de même qu'un grand nombre de disciplines, à l'Université "Babeş-Bolyai" de Cluj-Napoca.

41. Dans l'enseignement maternel, primaire, secondaire, lycéal, professionnel et postlycéal en hongrois, sont inscrits 222 826 enfants et élèves, ce qui représente 4,9 % du total de la population scolaire de la Roumanie. Pratiquement, cette possibilité existe pour tous les enfants d'origine ethnique magyare qui veulent apprendre dans leur propre langue maternelle. Les autres, selon le choix de leurs parents, étudient dans des écoles en roumain. Pour cette année universitaire, le nombre des étudiants d'origine ethnique hongroise qui sont inscrits dans l'enseignement supérieur est de 8 777, ce qui dépasse de 1 686 l'effectif de l'année 1989.

42. Pour l'enseignement en hongrois, fonctionnent 12 714 enseignants (2 336 pédagogues, 3 415 maîtres d'école et 6 963 professeurs), ce qui représente plus de 5 % du total des enseignants du pays. La direction de l'enseignement en hongrois est assurée par des enseignants d'origine ethnique magyare.

43. En ce qui concerne l'enseignement en allemand, à la suite du départ d'une importante partie de la population d'origine ethnique allemande qui a quitté la Roumanie, le nombre d'élèves appartenant à cette minorité a diminué. Pour cette année scolaire, un nombre de 18 711 enfants et élèves (0,39 % du total de la population scolaire) sont inscrits dans des écoles maternelles, écoles primaires, secondaires, lycées et écoles postlycéales où l'enseignement est dispensé en allemand. Dans l'enseignement en allemand fonctionnent 1 041 enseignants (ce qui représente 0,44 % du total des enseignants de Roumanie).

44. L'enseignement est aussi dispensé en langues serbe, ukrainienne, tchèque et slovaque, turque et bulgare.

Assistance internationale

45. Au cours des deux dernières années, les activités internationales du Ministère de l'éducation se sont déroulées dans la direction de l'intégration et de la participation de l'école roumaine à l'ample dialogue didactique et scientifique. En ce sens, le cadre institutionnel réalisé - des programmes intergouvernementaux d'échanges culturels et scientifiques, accords de collaboration directe interuniversitaire, programmes de recherche en commun - a permis la réalisation d'échanges d'élèves, d'étudiants, de professeurs et de chercheurs. De tels documents ont été élaborés par la Roumanie avec tous les pays européens, les Etats-Unis d'Amérique et le Canada, ainsi que de nombreux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Dans l'esprit de ces conceptions, des jeunes Roumains étudient ou font des travaux de recherche dans les universités étrangères, des enseignants et des spécialistes étrangers collaborent pour la transformation et la modernisation de l'école supérieure roumaine.

46. Les rectorats de langue, littérature et civilisation, les cours d'été avec le même profil font connaître la culture roumaine dans de nombreuses communautés universitaires du monde ou apportent dans les universités roumaines l'esprit d'autres cultures. Un rôle majeur, dans ce contexte, revient à la circulation et l'échange de livres et de publications scolaires et universitaires qui contribuent à une meilleure connaissance et au rapprochement des systèmes d'enseignement.

47. La présence notable de l'enseignement supérieur roumain dans le circuit universitaire international est confirmée aussi par le nombre de plus de 13 000 jeunes venus étudier en Roumanie de plus de 100 pays du monde. Après une année préparatoire, ils peuvent étudier en langue roumaine, mais ils peuvent également choisir une des différentes filières où l'enseignement se déroule en langues étrangères : français, anglais, allemand.

48. Le programme de la Communauté européenne pour les pays de l'Europe de l'Est, TEMPUS, par les 100 projets actifs à présent, place matériellement et spirituellement l'école supérieure roumaine près de l'école européenne. On peut citer également l'apparition des écoles alternatives : des écoles maternelles et des écoles Waldorf; l'activité des professeurs étrangers qui enseignent dans les écoles roumaines; les nombreux ateliers au sujet de

l'éducation avec une participation internationale; la participation et la collaboration aux programmes UNESCO (par exemple : "La décennie mondiale du développement par l'éducation et la culture", "Un curriculum pour l'Europe", etc.).

49. Au sujet du système actuel d'enseignement en Roumanie, ainsi que de la stratégie de l'éducation dans la perspective du XXIe siècle, voir l'annexe au présent rapport.

Article 14

50. La Roumanie n'a jamais administré et n'est pas chargée de territoires autres que son territoire national. Cet article n'est donc pas applicable à la Roumanie.

Article 15

51. Conformément à l'article 30 de la Constitution :

"1) La liberté d'expression des pensées, des opinions ou des croyances et la liberté des créations de tout type, par voie orale, par écrit, par images, par sons, ou par d'autres moyens de communication en public, sont inviolables.

2) La censure de tout type est interdite.

3) La liberté de la presse implique aussi la liberté d'éditer des publications.

4) Aucune publication ne peut être supprimée.

5) La loi peut imposer aux médias l'obligation de rendre publique leur source de financement.

6) La liberté d'expression ne peut pas porter préjudice à la dignité, à l'honneur, à la vie particulière de la personne ni au droit à la propre image.

7) Sont interdites par la loi la diffamation du pays et de la nation, l'exhortation à la guerre d'agression, à la haine nationale, raciale, de classe ou religieuse, l'incitation à la discrimination, au séparatisme territorial ou à la violence publique, ainsi que les manifestations obscènes, contraires aux bonnes moeurs.

8) La responsabilité civile pour l'information ou pour la création rendues publiques revient à l'éditeur ou au réalisateur, à l'auteur, à l'organisateur de la manifestation artistique, au propriétaire du moyen de multiplication, du poste de radio ou de télévision, dans les conditions de la loi. Les délits de presse sont établis par la loi."

52. Pour ce qui est des droits culturels, sont également pertinentes les dispositions de l'article 31 de la Constitution concernant le droit à l'information :

"1) Le droit de la personne à avoir accès à toute information d'intérêt public ne peut pas être limité.

2) Les autorités publiques, conformément aux compétences qui leur incombent, sont tenues d'assurer l'information correcte des citoyens au sujet des affaires publiques et des affaires d'intérêt personnel.

3) Le droit à l'information ne doit pas porter préjudice aux mesures de protection des jeunes gens ou à la sécurité nationale.

4) Les médias, publics et privés, sont tenus d'assurer l'information correcte de l'opinion publique.

5) Les services publics de radio et de télévision sont autonomes. Ils doivent garantir aux groupes sociaux et politiques importants l'exercice du droit à l'antenne. L'organisation desdits services et le contrôle parlementaire sur leur activité sont réglementés par une loi organique."

53. La législation roumaine est dominée par le principe qui assure des chances égales à tous les citoyens, sans discrimination à l'égard de leur accès à la culture.

a) Conformément à la décision du gouvernement No 942/90 concernant l'organisation et le fonctionnement du Ministère de la culture, celui-ci organise des concours dans le domaine de la culture et de l'art, des concours internationaux de création et d'interprétation, et facilite la participation des artistes roumains à des manifestations similaires;

b) De même, le Ministère organise, encourage et soutient financièrement des activités de création, des activités d'intérêt national dans le domaine de la culture et de l'art, des expositions dans le pays et à l'extérieur, et subventionne l'initiative privée dans ces domaines. L'infrastructure institutionnelle destinée à assurer la réalisation des droits culturels est formée principalement de musées, bibliothèques, théâtres, institutions musicales, cinémas, écoles d'art, maisons de culture, centres culturels, etc.

c) Le régime d'organisation et de fonctionnement de ces institutions assure le libre accès pour tous les citoyens, sans aucune discrimination.

54. Dans le cadre du Ministère de la culture fonctionne la Direction générale pour les minorités nationales, qui propose des mesures pour garantir l'accès à leur propre culture des personnes appartenant aux minorités nationales, le maintien de leur identité culturelle et spirituelle. Un centre d'études européennes sur les problèmes ethniques a été créé par la décision du gouvernement 677/1991, afin de promouvoir une meilleure compréhension de ces problèmes, le respect mutuel et l'esprit de tolérance.

55. La Constitution roumaine prévoit à l'article 6 :

"1) L'Etat reconnaît et garantit aux personnes appartenant aux minorités nationales le droit de préserver, de développer et d'exprimer leur identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse.

2) Les mesures de protection prises par l'Etat pour la préservation, le développement et l'expression de l'identité des personnes appartenant aux minorités nationales doivent être conformes aux principes d'égalité et de non-discrimination par rapport aux autres citoyens roumains."

56. L'Etat roumain soutient matériellement et financièrement la vie culturelle des personnes appartenant aux minorités afin d'assurer la manifestation, la préservation et le développement de leur identité culturelle. Ainsi, les dépenses effectuées par l'Etat pour des activités culturelles dans la langue maternelle de personnes appartenant aux minorités se sont élevées à 114, 8 millions de lei en 1991, ce qui représente 5 à 6 % du total des dépenses annuelles du Ministère de la culture. Il faut aussi mentionner les importants efforts matériels et financiers entrepris sur le plan local, principalement par les préfectures - par exemple : environ 108 millions de lei pour les personnes d'origine ethnique hongroise, environ 19 millions de lei pour les personnes d'origine ethnique allemande, en 1991. Ces chiffres ne sont pas complets. Ils n'incluent ni les dépenses effectuées pour les musées et les bibliothèques, ni celles nécessaires pour d'autres besoins culturels locaux.

57. Un nombre de six théâtres d'Etat ou sections professionnels à : Cluj-Napoca, Timișoara, Miercurea-Ciuc, Tîrgu-Mureș, Oradea, Satu-Mare, Sfîntu-Gheorghe, fonctionnent en hongrois, de même qu'un théâtre lyrique d'opéra à Cluj-Napoca et quatre sections d'Etat subventionnées aux théâtres de marionnettes de : Tîrgu-Mureș, Cluj-Napoca, Oradea et Satu-Mare. Il y a trois ensembles folkloriques professionnels subventionnés par l'Etat : "Muresul", qui a une section hongroise (Tîrgu-Mureș), "Harghita" (Miercurea-Ciuc) et "Harom Szek" (Sfîntu-Gheorghe), les deux derniers créés en 1990. Un théâtre allemand d'Etat fonctionne à Timișoara et le théâtre d'Etat de Sibiu a une section allemande. De même, le théâtre de marionnettes de Sibiu a une section allemande. Il y a aussi des ensembles folkloriques dans les langues suivantes : hébreu, slovaque et tchèque, serbe, tzigane, ukrainien, turc, bulgare, lipovénien, etc.

58. Un grand nombre de nouvelles publications, quotidiennes et périodiques, sont parues dans les langues maternelles des personnes appartenant aux minorités, jointes à celles qui étaient éditées antérieurement. Un nombre significatif de publications dans les langues maternelles des personnes appartenant aux minorités sont subventionnées par l'Etat roumain, par l'intermédiaire du Ministère de la culture. Un quotidien central et plusieurs périodiques centraux, ainsi que plus de 70 publications départementales, locales et professionnelles, paraissent en hongrois, et beaucoup d'autres dans d'autres langues maternelles.

59. La radiodiffusion centrale roumaine diffuse quotidiennement des émissions en hongrois et en allemand, de même que des émissions dans les langues maternelles des autres minorités. De même, la télévision roumaine présente des émissions hebdomadaires en hongrois, en allemand, ainsi que dans les langues maternelles des personnes appartenant à d'autres minorités. Des programmes dans les langues maternelles sont diffusés quotidiennement par les studios territoriaux de radio.

60. La maison d'édition "Kriterion", qui a son siège à Bucarest, est spécialisée dans l'édition des livres et publications dans la langue maternelle des personnes appartenant aux minorités, beaucoup d'auteurs provenant de ces minorités, de même que des traductions des auteurs roumains ou étrangers. De même, "Kriterion" publie en roumain des traductions des auteurs appartenant aux minorités ou des ouvrages écrits par des auteurs roumains ou étrangers concernant les minorités de Roumanie. La maison d'édition "Dacia" de Cluj-Napoca a, elle aussi, des sections spécialisées en hongrois et en allemand. Il y a également d'autres maisons d'édition pour les ouvrages en hongrois et allemand, dans les principales zones habitées par les minorités.

61. En ce qui concerne l'héritage culturel des minorités, avec le soutien du Ministère de la culture, un grand inventaire des monuments historiques et culturels qui concernent ces personnes est en voie d'élaboration. Les maisons religieuses des cultes, qui ont des paroissiens appartenant aux minorités, jouissent d'une attention de premier ordre. Des programmes ont été élaborés pour la réalisation de collections ethnographiques et la création de maisons mémorielles et de musées destinés à présenter l'art et les traditions des personnes appartenant aux minorités.

62. Quant aux contacts culturels internationaux, à l'instar de l'ouverture et du développement démocratique de la Roumanie, la vie culturelle des personnes appartenant aux minorités connaît un nouvel épanouissement. L'une des voies pratiquées est l'entretien, dès 1990, de nombreux contacts avec des institutions, associations et sociétés culturelles de Roumanie et des autres pays. Les ensembles et formations artistiques composés de personnes appartenant aux minorités participent d'une manière régulière à des manifestations culturelles à l'étranger et en Roumanie, quelques-uns d'entre-eux étant soutenus financièrement par le Ministère de la culture. En même temps, des artistes, des ensembles et formations des autres pays ont été invités à participer à des manifestations culturelles et artistiques en Roumanie, et ils ont eu, parfois, le soutien financier du Ministère roumain de la culture.

63. Conformément à l'article 30 de la Constitution, la liberté des pensées, des opinions ou des croyances est inviolable. Cette liberté ne peut en aucun cas porter atteinte à la dignité, à l'honneur ou à la vie privée de la personne, ou au droit de chacun à sa propre image. Les mêmes dispositions constitutionnelles interdisent de calomnier le pays et la nation, d'inciter à la guerre d'agression, interdisent la haine nationale, raciale, de classe ou religieuse, l'incitation à la discrimination, au séparatisme territorial ou à la violence publique, ainsi que les manifestations obscènes contraires à la morale publique (aux bonnes moeurs).

64. De même, l'article 31 de la Constitution prévoit l'obligation des médias (publics ou privés) d'assurer l'information correcte de l'opinion publique, sans préjudice pour la protection des jeunes ou la sécurité nationale. Il faut relever, en ce qui concerne le rôle des médias, la disposition constitutionnelle conformément à laquelle les services publics de radio et de télévision doivent assurer aux groupes sociaux et politiques importants l'exercice du droit à l'antenne. Par leur contribution à l'instruction et à l'éducation des gens, les moyens d'information sont appelés à accomplir des fonctions unificatrices et d'intégration. L'Etat soutient l'activité des moyens d'information. On peut citer les mesures prises dans le domaine de la culture, par la décision du gouvernement No 1284/1990 concernant la subvention de la littérature technique-scientifique et de la culture écrite.

65. La sauvegarde de l'héritage culturel et sa connaissance représentent une activité importante. L'Etat roumain, par les décrets No 90 et 91/1990, a constitué la Commission des musées et des collections et la Commission pour les monuments, les ensembles et les sites historiques, qui ont comme principale tâche l'inventaire, la conservation et la préservation de l'héritage culturel. Ces organismes élaborent aujourd'hui des règlements qui visent à empêcher les opérations illicites d'importation, d'exportation, et le transfert de la propriété des biens culturels, à constituer des inventaires de protection, à éviter de défigurer, dégrader ou détruire les monuments, les ensembles, etc., y compris par la protection et la collaboration internationales.

66. L'article 30 de la Constitution roumaine prévoit la liberté de création réalisée par n'importe quel moyen : par voie orale, écrite ou en images, par son ou d'autres moyens de communication en public, et interdit la censure. En même temps, la décision du gouvernement 942/90 a institué les principes de la liberté de création, la primordialité de la valeur établie sur la base des critères de l'art et de la culture. La liberté de création ne peut pas porter atteinte à la dignité, à l'honneur, à la vie intime de la personne, ni au droit à la propre image. La responsabilité civile pour l'information ou la création rendues publiques incombe à l'éditeur ou au réalisateur, à l'auteur, à l'organisateur de la manifestation artistique, au propriétaire du moyen de multiplication, du poste de radio ou de télévision, dans les conditions légales de l'alinéa 8 de l'article 30 de la Constitution; la loi No 48/1992 - La loi de l'audiovisuel, etc. La promotion et la connaissance des valeurs culturelles impliquent la libre circulation des résultats de l'activité créatrice, tout en respectant les réglementations concernant le droit d'auteur et le patrimoine culturel.

67. L'information professionnelle, dans le domaine culturel et artistique, se réalise par l'entremise de chaque institution culturelle : bibliothèques, musées, archives, etc., dont le régime d'organisation et de fonctionnement, établi par des règlements approuvés par le Ministère de la culture, assure le libre accès de chaque citoyen, sans aucune discrimination. L'Etat garantit à chacun le droit d'obtenir, de posséder, de reproduire et de distribuer toutes sortes de matériels, à condition d'assurer le respect des mesures de protection des jeunes et de la sécurité nationale et le respect du droit d'auteur et du patrimoine culturel.

68. Dans le domaine culturel, on a pris aussi des mesures concernant l'organisation de l'activité des imprésarios artistiques (décision du gouvernement No 342/1990) et on a élaboré des dispositions concernant l'organisation des spectacles et des concerts (l'Ordre No 471/1990).

Activité de recherche-développement

69. a) On ne peut pas concevoir la remise de la Roumanie dans le circuit mondial des valeurs technico-scientifiques sans une réorganisation et une revigoration du potentiel scientifique national. Ce vaste et complexe processus a commencé déjà par : la création du Ministère de la recherche et de la technologie, afin de stimuler et soutenir le progrès de la science et de la technologie; la réorganisation de l'Académie roumaine; l'organisation des unités de recherche, conformément à leur option, en sociétés commerciales, régies autonomes, institutions publiques ou unités sans personnalité juridique dans le cadre des régies autonomes; la mise au point des mesures à titre de réparation en ce qui concerne la promotion des cadres de la recherche; le financement de l'activité de recherche à partir de plusieurs sources : le budget de l'Etat, le budget spécial, le secteur privé; la création du Collège consultatif pour l'activité de recherche-développement, formé des hommes de science, des chercheurs, des cadres travaillant dans l'élaboration des projets, des spécialistes de haute valeur; la réactivation de la coopération internationale.

70. Le potentiel actuel existant dans l'activité de recherche-développement est d'environ 287 000 personnes, dont environ 125 000 ayant terminé leurs études supérieures. Considéré par le rapport à 1 000 salariés, celui-ci est similaire à celui de l'Allemagne (numéro un sur le plan mondial). Malheureusement, le système inefficent d'organisation, la précaire dotation matérielle et documentaire, la négligence dans la recherche fondamentale, etc., n'ont pas permis de mettre en évidence la valeur réelle de ce potentiel. Dans ces conditions, se sont imposées tant la réorganisation que la réorientation de la recherche scientifique et du développement technologique, tenant compte de la tradition existante mais aussi du coût toujours plus élevé de la recherche dans la période de transition vers l'économie de marché.

71. Dans une première étape, on a structuré le réseau de recherche-développement et l'on a créé des organismes gouvernementaux de coordination de ce réseau. Le réseau de recherche-développement inclut : l'enseignement supérieur et les propres unités; les instituts subordonnés à l'Académie roumaine; les instituts ayant d'autres subordinations; les unités usinales. Selon les attributions établies par la décision No 940/1991 du Gouvernement roumain, c'est au Ministère de la recherche et de la technologie que revient la coordination de la recherche de l'enseignement supérieur, des instituts subordonnés au Département, ainsi que de la recherche intersectorielle et multidisciplinaire.

72. Une deuxième étape concerne : l'élaboration des lois de la recherche, du statut du chercheur, de l'autonomie universitaire, etc., toutes en cours de finalisation; les universités regagnent leur droit d'être les premières

à promouvoir la recherche fondamentale, étant donné qu'on ne peut avoir ni technologie ni industrie avancées sans une recherche fondamentale de haut niveau. Ce réseau de recherche-développement assure le plein exercice du droit de chacun à bénéficier du progrès scientifique et de ses applications.

73. b) La politique de la science et du développement technologique fait partie intégrante de la politique gouvernementale. Celle-ci vise, en premier lieu, le développement et la mise en valeur des ressources scientifiques et technologiques nationales, afin de promouvoir le progrès du savoir dans tous les domaines d'activité. En plus, elle a comme but de coordonner toutes les activités scientifiques et technologiques, les services connexes, ainsi que tous les problèmes d'ordre général concernant les transferts internationaux de technologies, la sauvegarde de l'héritage naturel national et de l'humanité. Tout cela peut être concrétisé par des programmes d'une impérieuse actualité, mais aussi de perspective. Dans ce but, une Commission interministérielle (enseignement, recherche, industrie, défense, agriculture, santé, travaux publics, communications, culture) a élaboré un plan national formé de sept programmes considérés comme prioritaires ou d'un intérêt général pour la science roumaine. Ces programmes sont les suivants :

- le programme écologique national
- le programme national pour l'énergie et les matières premières
- le programme de développement technologique
- le programme d'informatisation
- le programme de biotechnologie et agriculture
- le programme de recherches sismiques
- le programme des sciences sociales et humaines.

74. La recherche scientifique et le développement technologique en Roumanie sont soutenus du point de vue financier par des contrats de recherche, à part la réalisation de ces programmes. Le financement des dépenses de recherche-développement pour l'exercice financier 1991 a été réalisé au moyen des sommes prévues à cette destination du budget d'Etat, d'un budget spécial de recherche-développement, ainsi que des fonds se trouvant à la disposition des sociétés commerciales et des régies autonomes, constitués par celles-ci conformément à la loi. Conformément aux documents législatifs et aux arrêtés gouvernementaux, le gouvernement a alloué des fonds pour le financement direct du budget d'Etat de certains contrats de recherche qui s'inscrivent dans les programmes nationaux intersectoriels et multidisciplinaires, ainsi que dans les programmes de recherche des instituts d'enseignement supérieur et des propres unités, y compris pour le financement de la recherche scientifique fondamentale. Pour l'année 1991, on a alloué un fonds du budget d'Etat représentant 1 500 millions de lei, réparti de la manière suivante :

- 600 millions de lei pour la recherche scientifique de l'enseignement supérieur;

- 130 millions de lei pour les propres unités de recherche;
- 770 millions de lei pour les unités de recherche-développement départementales.

75. En même temps, le Ministère de la recherche et de la technologie a pour tâche de gérer le budget destiné en priorité à soutenir les programmes de recherche-développement et de renouvellement technologique des branches et secteurs de l'économie nationale, ainsi qu'au financement des recherches scientifiques fondamentales, multidisciplinaires et intersectorielles, recherches et activités d'élaboration des projets, subventions pour la littérature technico-scientifique et la culture écrite, d'autres thèmes d'intérêt majeur.

76. Le budget spécial est constitué par l'introduction d'une taxe de recherche-développement de 1 %, calculée sur la production marchande industrielle, la production globale agricole et sylvicole, la production de constructions-montages, les revenus bruts des transports et des télécommunications. Ce budget se constitue sur la base des dépôts mensuels des agents économiques à capital d'Etat dans un compte du Ministère de la recherche et de la technologie. L'utilisation des fonds provenant du budget spécial se fait seulement sur la base des recommandations du Collège consultatif pour la recherche appliquée et le développement, approuvé par le gouvernement.

77. La libre circulation de la culture et l'éventuelle utilisation de celle-ci à des fins industrielles et commerciales ne doivent pas porter atteinte aux intérêts moraux et matériels de leurs auteurs. La protection des intérêts des auteurs signifie la protection des créations intellectuelles, c'est-à-dire de ces valeurs spécifiques qui expriment le profil et l'esprit propres à chaque nation. Le nouveau projet de loi concernant le droit d'auteur, élaboré par le Ministère de la culture et les unions des créateurs, assure un haut niveau de protection aux intérêts moraux et matériels des auteurs, ainsi que l'alignement de la législation dans ce domaine aux exigences internationales. Le projet de loi élargit la sphère des oeuvres ayant le droit à la protection juridique, notamment aux programmes de calculateur, aux bases de données, aux enregistrements audiovisuels, étendant en même temps le sujet du droit d'auteur. On prévoit ainsi les droits d'auteur connexes des interprètes et des exécutants, des producteurs de phonogrammes, des organisations de radiodiffusion et des producteurs de films, etc.

78. A part les préoccupations visant le perfectionnement des structures internes, l'une des priorités du Ministère de la recherche et de la technologie est la coopération internationale de la Roumanie dans le domaine de la recherche et du développement. C'est un moyen supplémentaire qui assure le développement et la diffusion de la science et de la culture, conditions essentielles de la liberté de la recherche scientifique et de l'activité créatrice. Dans sa qualité d'organisme gouvernemental, celui-ci a la responsabilité de convenir et de conclure les documents de coopération technico-scientifique (accords, protocoles, aide-mémoire, mémorandums, etc.) avec les organismes similaires des autres pays.

79. Les actions de coopération technico-scientifique réalisées par l'intermédiaire de la Direction de la coopération scientifique internationale ont en vue d'établir les voies et les moyens pour : réaliser des échanges d'experts par contacts directs; réaliser des recherches en commun dans le cadre des stratégies à long ou moyen terme; effectuer des stages de documentation scientifique; réaliser l'information réciproque et la participation à base de réciprocité aux manifestations technico-scientifiques organisées dans les pays des partenaires; réaliser la publication réciproque d'études et d'articles de spécialité; réaliser des échanges de livres, publications de spécialités, films et matériaux vidéo, réactifs, matériel et appareillage de recherche, programmes de calcul spécifiques pour cette activité; créer des laboratoires communs de recherches, des installations pilotes ou d'autres facilités, en conformité avec les intérêts du partenaire; faire des conférences; offrir des services de recherche sur demande du partenaire; faire reprendre totalement ou partiellement, par les partenaires, des travaux de recherche du cadre des programmes nationaux ou bien internationaux; accorder des bourses pour les jeunes chercheurs.

80. Toujours par l'intermédiaire de la Direction de coopération scientifique internationale, on assure la préparation et la réalisation des activités spéciales découlant des décisions adoptées par les différents organismes internationaux du système de l'ONU ou en dehors de ce dernier. Le Ministère de la recherche et de la technologie est parvenu, durant l'année 1990 et au début de 1991, à réaliser toute une série de conventions et accords de collaboration technico-scientifique avec des institutions similaires d'Europe, d'Amérique et d'Asie.

81. Le perfectionnement du système informationnel comporte : la réalisation d'un inventaire du potentiel scientifique et technologique national; la réalisation d'une banque de données; l'élaboration de pronostics pour une politique de la science en Roumanie; l'élaboration de modèles d'évaluation de l'efficacité de la recherche scientifique; la connexion du propre réseau d'ordinateurs avec l'OSIM, l'INID, la BCU, l'ICI, et finalement avec l'EARN (European Academic Research Network).

82. Le développement de la coopération internationale vise : la réalisation de programmes de recherche fondamentale et originale, dans des domaines d'intérêt prioritaire, pour mettre en valeur le potentiel actuel en collaboration avec les organismes internationaux de l'ONU, de la CEE, de l'UNESCO, etc.; le perfectionnement des problèmes d'ordre général concernant les transferts de technologie.

83. a) Dans le domaine de la culture fonctionne le principe de la liberté de création, de la primordialité de la valeur (article 30 de la Constitution et décision du gouvernement No 942/1990). De même, la liberté des activités créatrices est garantie par les dispositions du décret-loi No 27/90, sur la base duquel les écrivains, les artistes plastiques et les compositeurs, les créateurs de films et de théâtre, peuvent s'associer dans des organisations professionnelles jouissant d'autonomie structurelle, économique et fonctionnelle. Dans ce contexte, les catégories de créateurs énoncées peuvent se constituer des sources financières propres, par la fondation d'unités économiques indépendantes : les maisons d'édition, les unités polygraphiques,

les librairies, les ateliers de création, les magasins, etc. Les revenus obtenus sont utilisés pour la réalisation d'objectifs culturels et sociaux établis dans le statut de l'organisation de créateurs. Les unions de création disposent d'organes ayant une personnalité juridique distincte - le Fonds littéraire, le Fonds plastique - qui se préoccupent d'assurer la base matérielle (les sièges, ateliers, maisons de création, archives, bibliothèques, phonothèques, etc.) et qui assistent leurs membres à la conclusion des contrats avec les bénéficiaires, assurent le paiement des droits, et accomplissent une fonction de protection sociale qui consiste en pensions, aides, facilités d'assistance médicale, etc.

b) Dans le cadre de leur fonction culturelle, les unions de créateurs peuvent entretenir des liaisons avec d'autres organisations culturelles roumaines ou étrangères et peuvent faire des échanges d'informations et d'expérience. De même, elles organisent des symposiums, des festivals, des sessions scientifiques.

c) Parmi les mesures prises par le gouvernement, on rappelle les actes normatifs qui émettent des timbres en faveur des unions de créateurs : le décret-loi No 93/1990 portant modification de quelques dispositions concernant le "timbre littéraire", le décret-loi No 94/1990 concernant la constitution du "timbre cinématographique", la loi No 62/1991 concernant l'institution du "timbre musical", et la loi No 63/1991 concernant l'institution du "timbre folklorique". On peut rappeler, de même, les mesures prises dans le cadre de la politique financière de l'Etat (les actes normatifs relatifs à la façon de calculer l'impôt sur la circulation des marchandises, la décision du gouvernement 470/1991 concernant la modalité d'imposition des revenus réalisés sur les droits d'auteur des artistes plastiques, la décision du gouvernement 679/1991 concernant l'impôt sur les spectacles, etc.). L'Etat soutient aussi les associations de créateurs, en leur accordant des espaces (la décision du gouvernement No 5/1992 concernant les espaces détenus par l'Union des artistes plastiques) ainsi que des subventions budgétaires pour certains buts bien définis (article 8 du décret-loi 27/1990).

84. En ce qui concerne le développement de la coopération et des contacts dans le domaine de la culture, il faut rappeler les programmes de coopération culturelle négociés et signés avec la France, l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Turquie, la Grèce, l'Espagne, Israël, la Chine, le Maroc, etc. De même, on a conclu des accords directs de collaboration au niveau des Ministères de la culture avec la Hongrie, la République de Moldavie; on a repris le dialogue avec d'autres cultures. En 1990, la Roumanie a été présente à plus de 200 manifestations culturelles à l'étranger et a organisé, en même temps, sur son territoire, plus de 30 manifestations importantes à participation internationale; des délégués, des artistes, des formations, ont participé à environ 70 festivals artistiques internationaux et à 30 concours internationaux; des gens de culture roumaine ont participé à plus de 100 congrès, conférences, séminaires internationaux, etc. Des centres culturels ont été ouverts sur une base de réciprocité. De même, on a repris la participation aux activités des organisations culturelles internationales - UNESCO et ses organismes spécialisés ICOM, ICROM, ICOMOS, etc.

85. La Roumanie est partie, depuis 1972, à la Convention de Berne concernant la protection des oeuvres littéraires et artistiques, révisée à Stockholm en 1967, et elle se prépare à adhérer à la forme révisée à Paris en 1971. De même, la Roumanie a adhéré en 1990 à la Convention concernant la protection du patrimoine culturel mondial et naturel (UNESCO) et en 1991 à la Convention culturelle européenne (Conseil de l'Europe).

Annexe

Données statistiques concernant l'enseignement dans la langue maternelle
des minorités - Année scolaire 1991/92

1. Ecole classées par rapport à la langue d'enseignement

Forme d'enseignement	Total		dont, unités et sections en langues					
	des unités et sections	hongroise	allemande	serbe	ukrainienne	slovaque	tchèque	bulgare turque
Total	2 831	2 428	303	42	11	38	5	2
Ecoles maternelles	1 285	1 085	161	16	7	10	2	2
Ecoles primaires et gymnases	1 322	1 139	127	24	3	26	3	-
Lycées	153	135	14	1	1	2	-	-
Ecoles professionnelles	58	57	-	1	-	-	-	-
Ecoles postlycéales	13	12	1	-	-	-	-	-

2. Scolarisation par rapport à la forme d'enseignement et à la langue maternelle

Forme d'enseignement	Total enfants et écoliers	dont, pour l'enseignement en langues						
		hongroise	allemande	serbe	ukrainienne	slovaque	tchèque	bulgare turque
Total	245 507	222 826	18 711	1 535	542	1 409	217	186 81
Ecoles maternelles	55 827	47 530	6 847	467	310	325	72	186 81
Ecoles primaires et gymnases	146 341	134 486	10 167	575	140	918	145	-
Lycées	35 547	33 409	1 605	275	92	166	-	-
Ecoles professionnelles	6 539	6 380	-	209	-	-	-	-
Ecoles postlycéales	1 113	1 021	92	-	-	-	-	-

3. Enseignants, par rapport à la forme d'enseignement et à la langue maternelle

Forme d'enseignement	dont, pour l'enseignement en langues						
	Total enseignants	hongroise	allemande	serbe	ukrainienne	slovaque	tchèque bulgare turque
Total	13 974	12 714	1 041	88	25	85	11 7 3
Educateurs	2 795	2 336	298	23	13	13	2 7 3
Instituteurs	3 818	3 415	319	34	5	36	9 - -
Professeurs	7 461	6 963	424	31	7	36	- - -